

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

"Le retour du Gabon au sein de l'ITIE est un signal fort"

AU lendemain du retour du Gabon au sein de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), le Représentant-résident du Fonds monétaire international (FMI) au Gabon, Gomez Agou, indique la position du Fonds face à cette réintégration.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

L'union : quel est le regard du FMI sur le retour du Gabon au sein de l'ITIE ?

Gomez Agou : Le retour du Gabon au sein de l'initiative pour la transparence dans les industries

extractives (ITIE) est un signal fort pour la communauté nationale et internationale. Dans le cadre du programme des autorités qui a été adopté en fin juillet 2021, ces dernières s'étaient engagées à faire réintégrer le pays au sein de cette organisation. L'idée est d'améliorer la transparence dans la gestion des ressources des industries extractives, notamment les revenus du pétrole.

Quel sera le rôle du FMI dans cette démarche de transparence du Gabon ?

- C'est d'abord le Gabon qui a pris des engagements et le FMI accompagne les autorités dans cette volonté d'améliorer la gestion des ressources du pays. Le Gabon a des défis importants à relever. Le premier est celui du

Plan d'accélération de la transformation (PAT) qui vise à améliorer les conditions de vie des Gabonais. La transparence devient un indicateur majeur. Aussi, la baisse du niveau de la dette permet de récolter plus de ressources, et le secteur pétrolier doit pouvoir participer à cela. Et dans ce cadre, le FMI a un programme qui reprend ces mesures. Il y a des mesures importantes sur lesquelles les autorités se sont engagées, notamment celles qui visent à s'assurer que toutes les ressources du pétrole soient dirigées dans un seul et même compte du Trésor qui est logé à la Banque centrale.

En cas de nouvelles défaillances du Gabon en matière de transparence, celles-ci pourraient-elles compromettre ses relations avec le FMI ?



Le représentant résident du FMI au Gabon, Gomez Agou.

- Je pense qu'il faut d'abord saluer la démarche des autorités pour avoir réintégré cette initiative. Les attentes sont très fortes. De ce fait, il faut que les autorités

puissent permettre à ce que l'on voie les fruits de cette démarche. Et dans ce sens, on doit sentir plus de transparence dans la gestion des ressources.

OSC : un grand besoin d'appuis financiers



Une phase de la présentation du rapport d'évaluation.

JM
Libreville/Gabon

DANS le cadre des dispositions contractuelles relatives à la mise en œuvre du programme Civil society organization sustainability index (CSOSI) au Gabon, l'ONG Brainforest s'est engagée, outre la supervision de l'élaboration de son rapport, à mettre en œuvre un ensemble d'activités visant à vulgariser les rapports annuels de l'indice de pérennisation des Organisations de la société civile (OSC) gabonaise.

La semaine écoulée, le rapport de cette évaluation a été présenté au cours d'une rencontre à Libre-

ville. Parmi les recommandations, le besoin de soutien financier des OSC a particulièrement été relevé. Le gouvernement devrait appuyer ces organisations qui éprouvent beaucoup de difficultés dans leur fonctionnement. L'objectif de ce rapport est de sensibiliser sur les progrès et les régressions enregistrés par la société civile au cours de l'année. "L'indice de pérennisation est un outil qui permet de produire un rapport permettant d'évaluer les évolutions de la société civile. La méthodologie consiste à réunir des experts nationaux qui vont évaluer critère par critère les différentes organisations", a expliqué Ida Navratilova Oye Obame, chef de projet Brainforest.

COP 26 : les ambitions de Woodbois Gabon

J.O
Libreville/Gabon

PARMI les entreprises accréditées au sommet des dirigeants du monde sur les changements climatiques à Glasgow, en Écosse, il y avait la société Woodbois Gabon qui fait partie du groupe international éponyme. Faisant partie de la délégation gabonaise avec des ONG et autres associations de la société civile, cette entreprise est allée présenter le modèle gabonais de la transformation du bois afin de lutter efficacement contre la déforestation.

De retour de la capitale écossaise, l'administrateur général de Woodbois Gabon, Hadi Ghossein Mabala, n'a pas caché sa fierté d'avoir représenté le Gabon en tant que société opérant dans le secteur du bois. Pour lui, cette COP a été une grande opportunité de nouer des contacts en vue d'attirer des investisseurs étrangers. Créée en 2017, Woodbois Gabon possède 2 grandes usines



Hadi Ghossein Mabala (d) en compagnie du Prince Charles à Glasgow.

de transformation du bois à Mouila, dans la province de la Ngounié. En emplois directs, 400 personnes sont salariées, et 750 sont en emplois indirects. En termes de projet, cette entreprise est engagée avec le ministère des Eaux et Forêts dans la préparation d'un projet d'afforestation d'essences locales dans la province de la Ngounié. En outre, malgré la crise due au Covid-19, elle a continué

d'investir dans son secteur et en dehors.

C'est notamment le cas de la réouverture d'une route de 90 kilomètres entre Mouila et Mekabé (Ngounié), participant ainsi au désenclavement de cette zone. Tout comme elle est fortement impliquée dans la réhabilitation de la route Mouila-Mimongo-Pont Offoue, faisant partie du vaste projet de la Transgabonaise.